

Les grands défis de Québec Solidaire

mardi 16 mars 2021, par [BERGERON Yves](#), [FRAPPIER André](#), [LEWIS Ginette](#), [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2021).

Québec solidaire a lancé un vaste processus de consultation sur la plate-forme qu'il doit mettre de l'avant lors de la campagne électorale de 2022. Le document proposé à cette fin affirme qu'il "est temps de réfléchir aux propositions que Québec solidaire souhaite avancer lors de cette campagne." [1] C'est dans ce cadre que s'inscrivent nos réflexions à cet égard.

Sii la plate-forme électorale adoptée doit formuler les engagements d'un gouvernement solidaire élu en 2022, elle ne saurait se limiter à cela. Elle doit viser à mobiliser dès maintenant autour des engagements de QS. Cette plate-forme ne doit pas se limiter à une série d'engagements d'un éventuel gouvernement de QS,, mais à être un instrument d'explication et de mobilisation sur les façons de faire face aux multiples crises que vit la majorité populaire au Québec. Elle doit permettre une alliance avec l'ensemble des mouvements sociaux qui remettent en question la logique du système capitaliste dans lequel nous vivons..

Première partie : contexte général

La conjoncture politique générale ne doit pas seulement être pris en compte dans le contexte des prochaines élections, même si cette prise en considération est essentielle, elle doit également être abordée du point de vue des problèmes vécus par la majorité de la population et des luttes qui doivent être menées ici et maintenant et dans les prochaines années autour de ces enjeux.

Les besoins prioritaires de la population d'une région découlent pour une bonne part des défis auxquels fait face la population du Québec. Il faut donc que cette consultation soit l'occasion de donner notre avis sur ce que sont les enjeux au niveau national sans parler du contexte international.

Ces problèmes prioritaires peuvent être rapidement énumérés :

- la pollution de l'environnement et les dérèglements du climat liés à la place des énergies fossiles dans l'économie,
- les pertes d'emplois causées par la crise sanitaire et la crise économique,
- la stagnation des revenus et le caractère de plus en plus inégal de ces derniers et des patrimoines,
- la détérioration des services publics de santé et d'éducation et leur privatisation,
- la domination du transport par automobiles thermiques, l'étalement urbain et la destruction de terres agricoles
- le manque de transports publics et leur cherté.
- le manque de logements sociaux et le coût prohibitif des logements,
- les discriminations et les violences faites aux femmes, le racisme systémique (profilage racial et discriminations de toutes sortes (à l'emploi, à l'avancement, face au logement),
- au niveau culturel, la société québécoise voit remettre en question ces compétences par le gouvernement fédéral qui s'efforce par de multiples moyens de berider l'expression du

caractère national de cette société, qui va jusqu'à un affaiblissement considérable de langue française comme véhicule porteur de la culture de cette société.

- Le secteur des arts est paralysé par les effets des mesures entourant la Covid-19. La crise sanitaire a révélé une double crise dans ce secteur : chute des revenus des artistes et des intervenant.e.s des organismes culturels et remise en question des façons de diffuser les projets artistiques.
- Enfin, le refus du gouvernement de la CAQ de réformer le mode de scrutin ne vise qu'à empêcher une véritable expression des différentes orientations politiques qui existent dans la société québécoise.

C'est à partir de l'ensemble de ces problématiques qui font système que nous pouvons identifier ce qui fait la spécificité de nos différentes régions.

À tous ces niveaux, Québec solidaire fait des propositions visant à améliorer les différentes situations vécues, mais la présentation de la nécessité d'une alternative sociale globale n'est pas suffisamment développée et défendue dans son caractère d'alternative essentielle pour répondre au tissu de crises qui traversent notre société et qui frappent particulièrement la majorité populaire.

Nous avons besoin que le Québec change de CAP, change de direction et c'est ce caractère de société alternative qui doit ressortir de la plate-forme. C'est ce que nous avons fait en 2018 en nous présentant comme le parti qui prenait véritablement au sérieux la lutte aux changements climatiques et qui avait présenté dans ce cadre un plan de transition vers une autre société.

Seconde partie : propositions politiques

Nous devons éviter que la plate-forme électorale devienne une longue liste d'épicerie où la majorité y trouve son compte, mais où on perd de vue l'objectif global poursuivi par le parti. L'identification de revendications prioritaires est bien sûr importante. Mais c'est la logique de ce qui les relie qui doit être visible à la population. Reprenant l'exemple de 2018, l'importance des investissements dans les services publics trouvait sa crédibilité dans l'importance de la réforme de la fiscalité proposée pour faire payer les riches.

Environnement

Quelle économie faut-il relancer ? Nous répondons que ce n'est pas l'économie qui donne une importance à l'industrie des hydrocarbures, à un transport centré sur l'automobile, à une économie qui favorise le développement des inégalités qui permettent un enrichissement des plus riches et un appauvrissement des plus pauvres. Il faut en finir avec le culte de la croissance à tout prix qui ne tient pas compte que nous vivons dans un monde aux ressources limitées.

Pour diminuer drastiquement la consommation des hydrocarbures et les émissions de gaz à effet de serre : :

- il faut mettre en place une société publique des énergies renouvelables, contrôlées sur une base régionale ce qui passe par un élargissement d'Hydro-Québec et sa démocratisation pour donner un véritablement pouvoir aux citoyen-ne-s du Québec sur ses orientations :
- il faut développer une entreprise nationale des transports publics, à partir de l'ensemble des entreprises qui existent déjà sur le territoire et créer les conditions pour une diminution radicale de l'utilisation du transport par automobile thermique. Mais il ne faut pas créer les conditions du maintien de l'auto-solo en subventionnant les voitures électriques. Privilégier l'aménagement urbain et les circuits courts est un axe essentiel pour une nouvelle politique de mobilité.

- L'économie d'énergie doit être au centre d'un vaste chantier public touchant tous les secteurs de la construction (individuelle, institutionnelle, commerciale et industrielle). Ce chantier public doit contraindre les différents secteurs à transformer leurs bâtiments ou habitations dans une échéance rapprochée. Pour ce faire nous devons écarter la perspective du passage au gaz naturel qui n'est pas une énergie renouvelable, mais une énergie fossile.
- L'agriculture polluante agro-exportatrice basée sur des élevages intensifs en vue de l'exportation est la forme dominante de l'agriculture au Québec. Elle est fortement utilisatrice de pesticides. C'est le type d'agriculture favorisée par les différents gouvernements néolibéraux qui se sont succédés au Québec comme à Ottawa. Québec solidaire doit viser la souveraineté alimentaire par une diversification de l'agriculture, un tournant vers une agriculture vivrière et le développement d'une agriculture de proximité tout en bannissant les pesticides.

Services publics

Le diagnostic fait sur la détérioration des services publics est juste. Il faudrait sans doute ajouter que cette austérité a nourri une privatisation plus ou moins rampante qui a touché tant le système de santé, que celui d'éducation sans négliger sur ce qui s'est passé dans la fonction publique. Cette privatisation a conduit à une politique de gabegie et de corruption. La corruption dans le secteur de la construction des infrastructures routières ou celle dans la mise en place par le privé de l'informatisation de la fonction publique sont des exemples patents à cet égard. Austérité, privatisation et gaspillage de l'argent public pour l'accumulation privée ont donc été les trois dimensions de la politique néolibérale en ce qui concerne les services publics.

Les propositions de Québec solidaire doivent donc s'attaquer à ces trois maux importants infligés à nos services publics. Les réponses essentielles à ce triple défi s'articulent donc autour de ces trois axes :

- A. un réinvestissement massif dans le secteur public
- B. un frein imposé à la privatisation de l'éducation, de la santé publique et leur retour dans le giron du secteur public
- C. la mise en place d'institution permettant un contrôle citoyen sur les investissements, leur gestion et la définition des missions des différents services publics.

Les questions posées dans le document de consultation tendent à orienter les réponses vers des réponses pointues et partielles alors que l'on doit d'abord identifier les conditions de possibilités de différentes politiques concrètes.

La perspective d'un réinvestissement massif dans le secteur public est essentielle pour mettre fin à la privatisation. Elle est nécessaire pour répondre aux besoins de la population qui ont été sacrifiés à la possibilité de faire des affaires. Elle implique un engagement massif dans le secteur public tant en santé qu'en éducation. Les conditions de vie offertes aux personnes âgées doivent être repensées. Leur isolement dans des mouiroirs en dehors des communautés, quand ce n'est pas dans des entreprises privées qui cherchent à dégager des revenus juteux de leur situation de dépendance doit prendre fin. C'est toute une mutation civilisationnelle qui est à l'ordre du jour... Les aînés doivent pouvoir profiter gratuitement d'un prendre soin comme reconnaissance de leur apport à la société par des décennies, souvent, d'un travail soutenu.

La gratuité des services de santé est une dimension de la démarchandisation complète des services de santé. La priorité dans les soins doit être établie non pas en fonction de critères économiques. L'utilisation de frais (comme le fait la médecine privée) dans l'accès au soin est odieuse et doit être bannie. Et cela ne peut se faire que la déprivatisation de tous les secteurs du système de santé sous

l'emprise de capitaux privés. Il en est de même de l'accès aux médicaments doit être gratuit. Il faut en finir avec les profits faramineux des grandes pharmaceutiques et la mise en place de Pharma-Québec comme institution publique de recherche, d'innovation, de production et un pôle d'achat est essentiel pour ce faire.

Les travailleuses et travailleurs de la santé vivent une surcharge du travail chronique. L'épuisement professionnel frappe durement. Ce sont particulièrement les femmes qui vivent ces conditions de travail difficiles. Un engagement massif d'employé-e-s dans le secteur est nécessaire.

Dans le secteur de l'éducation, le développement de la privatisation connaît aussi une avancée importante. Cette privatisation divise la société québécoise entre les enfants des élites qui se voient privilégiés par des soutiens divers à l'apprentissage et l'école publique qui est malmenée cela allant des négligences sur la construction et l'entretien des bâtiments avec toutes les conséquences que révèlent l'actuelle crise sanitaire jusqu'à la réduction du personnel enseignant et de soutien pédagogique pour la majorité des élèves. L'enseignement supérieur est sous-financé et le curriculum est de plus en plus directement soumis à l'influence des grandes entreprises privées ce qui a amené au recul des recherches fondamentales, à la seule promotion des recherches centrées sur la commercialisation et à la marginalisation des disciplines portant des savoirs critiques. En ce domaine également, il faut en finir avec le financement des écoles privées et fournir les argents nécessaires à un système d'éducation réellement au service de la majorité populaire et non au service des élites.

Déprivatisation, investissement massif dans les secteurs publics, formation et engagement des personnels nécessaires pour assurer des services de qualité impliquent une amélioration des conditions de travail, une augmentation des salaires et un processus continu de formation pour favoriser l'attraction et le maintien des travailleurs et des travailleuses oeuvrant dans les services publics.

Les services publics doivent être débureaucratisés. Cela passe par l'établissement d'un pouvoir de contrôle démocratique des travailleuses et travailleurs et des citoyen-ne-s (usagers et usagères) sur les différents services publics. Les mécanismes de démocratie en place sont formels et ne permettent par un véritable contrôle de la population sur leurs services publics. Des luttes pour des institutions permettant l'expression d'une véritable démocratie participative sont à mener.

Arts

Les GAFAM et les Spotify de ce monde doivent être mises au pas et doivent rémunérer les artistes et organismes à la hauteur de leurs contributions. Une réelle fiscalité pour ces multinationales des arts doit être implantée. De plus, une fiscalité progressive doit être mise en place pour imposer les grandes fortunes présentes au Québec de façon à hausser considérablement le budget du Québec consacré aux arts pour atteindre les 2 % de l'ensemble du budget du Québec réclamés par les [organismes du secteur](#).

La révision de la Loi sur le statut des artistes doit être l'occasion de revoir les conditions de travail des artistes. Ceux-ci doivent être mis en priorité face aux droits et devoirs des entreprises culturelles (diffuseurs, éditeur, etc.) et la hausse immédiate de la rémunération des artistes doit être la priorité. Un filet social (droit à l'assurance-chômage, à un fonds de retraite, etc.) doit mis en place pour les salarié.e.s du secteur.

Plus largement, il faut stimuler l'activité artistique en mettant en place un important programme de création et de diffusion des arts en direction de tout le Québec. Ce programme aurait pour but de soutenir tout projet qui vise à fournir du contenu tous secteurs confondus (musique, théâtre,

littérature, arts visuels, etc.) en vue d'une diffusion via les diffuseurs publics, les salles communautaires, les écoles, etc.

Égalité...

La crise économique n'a pas été provoquée par la crise sanitaire, mais elle a été un facteur d'approfondissement de celle-ci. Les inégalités sociales se sont effectivement creusées suite à une politique d'austérité qui se sont attaquées non seulement au service public, mais ont permis le renforcement de l'exploitation au travail et de la précarité en emploi. Les grandes entreprises ont vu leur contribution en impôt diminué et ont pratiqué systématiquement une politique d'évitement fiscal et détournement des argents dus vers les paradis fiscaux.

Le salaire minimum doit être haussé immédiatement à 15\$ de l'heure. Les heures de travail doivent être réduites sans baisse de salaire pour réduire la production et partager le travail. Revenu minimum, garanti, vacances, congés maladie et parentaux, le programme de QS comprend une série de réponses importantes à cet égard

Le plan écologique et social de Québec solidaire doit viser à faire reculer la sphère des marchandises au profit de la gratuité : gratuité des transports publics locaux et régionaux, gratuité des CPE et des résidences pour les personnes âgées, gratuité généralisée des médicaments , gratuité de l'enseignement du primaire à l'université, gratuité des services de l'eau, de l'électricité et du chauffage jusqu'au niveau des besoins de base... La démarchandisation de tous ces biens et services communs est des objectifs nécessaires pour rompre avec la logique imposée par la marchandisation capitaliste. Mais l'égalité passera également par le renforcement des organisations syndicales et la levée des obstacles à la syndicalisation.

Le financement de ces objectifs obligera à une réforme radicale de l'impôt pour faire que les grandes entreprises et le capital financier paient leur dû pour assurer une véritable redistribution de la richesse vers la majorité populaire.

Et inclusion

La lutte contre discriminations sera d'abord le fait des secteurs discriminés de la population. Les femmes d'abord, qui forment la majorité de la population soumise à la domination patriarcale qui se décline par une multitude de discriminations et par une soumission au pouvoir mâle et à la violence. Mais également les personnes immigrantes ou racisées qui doivent souvent vivre et travailler sans aucun droit car elles sont réduites au statut de sans papier.

C'est pourquoi la construction d'un mouvement contre les discriminations économiques, politiques, racistes est une nécessité reconnue par Québec solidaire. Pour permettre le développement de ce mouvement, Québec solidaire défendra une égale liberté de s'exprimer, de contester et de dénoncer tous les racismes, la légitimité du combat contre l'islamophobie et dénoncera le racisme systémique, le profilage racial et les campagnes de discrédit menées contre des populations qui veulent prendre toute leur place dans les sociétés canadienne et québécoise. Québec solidaire appuiera les luttes qui s'opposent aux stigmatisations injustes, aux restrictions à leurs libertés civiles et religieuses et la vindicte haineuse de grands médias.

Il faut unir ceux et celles que les politiques néolibérales et conservatrices cherchent à diviser, alors que de graves attaques contre les libertés démocratiques qui visent d'abord les minorités toucheront bientôt la vaste majorité de la population canadienne et québécoise.

Troisième partie : le projet de pays, un pays de projets

Le peuple du Québec est placé dans une position de minorité politique : il est obligé de financer le développement des énergies fossiles, le développement des industries d'armement et les aventures militaires du Canada à l'étranger. Il n'a aucun contrôle sur les politiques monétaire et commerciale. Il se voit imposer des accords du libre-échange qui donne le champ libre aux multinationales et constitue un blocage à la mise en œuvre d'un véritable plan de transition écologique. Le gouvernement canadien contrôle même des instruments majeurs de la politique de communication culturelle en concentrant les pouvoirs de contrôle sur les médias de masse.

Mettre de l'avant l'urgence de l'indépendance pour pouvoir répondre à l'urgence climatique et s'opposer aux choix antisociaux du gouvernement fédéral est impératif dans la définition du projet de société que nous voulons construire. La défense même de la langue française comme bien commun et instrument de partage démocratique des délibérations sur notre avenir ne saurait être laissée aux mains du gouvernement fédéral qui manifeste aujourd'hui des prétentions à cet égard. À ce niveau également, la défense de notre langue commune passera, nécessairement par l'indépendance du Québec.

Dans le contexte particulier de la mondialisation et du développement inévitable des migrations dans cette période de crise climatique majeure, l'hospitalité et la reconnaissance du caractère pluriel de la nation sont des axes du vivre ensemble et une richesse dans le ralliement à une véritable libération nationale. Contre le nationalisme conservateur, la gauche indépendantiste pense qu'un Québec indépendant ne peut qu'être antiraciste, car seul un Québec antiraciste permettra de refonder l'unité de la majorité populaire contre les élites au Canada et du Québec qui ont intérêt à maintenir l'intégrité de cet État.

“L'antiracisme et l'anticolonialisme ne sont pas des ennemis du mouvement indépendantiste, mais au contraire sa planche de salut. Sans cette compréhension des systèmes d'oppressions actuels, nous ne pouvons pas espérer bâtir les solidarités essentielles à la construction d'un nationalisme indépendantiste et au succès du mouvement pour une émancipation nationale. Bref, nous sommes anticoloniaux et antiracistes parce que nous sommes indépendantistes et nous sommes indépendantistes parce que nous sommes anticoloniaux et antiracistes. La pire option serait de laisser pourrir la situation constitutionnelle actuelle, qui nourrit les incompréhensions, les ressentiments et les divisions. Le Québec indépendant sera antiraciste ou ne sera pas.” [2]

il s'agit moins que jamais de s'adapter à une logique de rentabilité électorale à court terme. Il faut démontrer l'importance de l'indépendance dans la mise en place de la société égalitaire, t écologiste et antiraciste que nous voulons construire. C'est pourquoi nous ne devons pas présenter notre perspective stratégique comme la simple gestion progressiste d'un gouvernement provincial. Il faut poser que pour Québec solidaire la perspective de l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel est une nécessité de l'heure qui ne saurait être différée.

André Frappier
Bernard Rioux
Ginette Lewis
Yves Bergeron

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Nouveaux Cahiers du Socialisme

<https://www.cahiersdusocialisme.org/les-grands-defis-de-quebec-solidaire/>

Notes

[1] [Questions pour la consultation sur la plate-forme 2022](#)

[2] Benoit Renaud, [Un peuple libre, indépendance, laïcité et inclusion](#), Écosociété, 2020. PP 126-127